

D 593 PEROU: PREMIERE RENCONTRE INDIENNE

Du 2 au 4 novembre 1979 s'est tenue à Cusco, sur l'Altiplano, la "1ère Rencontre des nationalités et minorités nationales" avec des délégués quechuas et aymaras, et des représentants des minorités indiennes de l'Amazonie péruvienne. L'événement vaut la peine d'être souligné quand on sait qu'au Pérou la population indienne s'élève à six millions (dont 87,4% de quechuas) pour une population totale approchant quatorze millions, soit 37% d'indiens. C'est cependant dès 1971 et 1973, respectivement en Colombie et en Bolivie (cf. DIAL D 186 et 154), qu'on a vu s'affirmer la renaissance de la conscience indienne. Le retard du Pérou, en ce domaine, tient sans doute aux conditions particulièrement difficiles du paysanat indien dans le pays.

On lira ci-dessous une information sur la rencontre, tirée de la revue péruvienne "Sur" n° 22, décembre 1979; et le témoignage d'un quechua participant à la rencontre.

Note DIAL

1- La rencontre

La rencontre a eu lieu à Cusco, du 2 au 4 novembre 1979, dans les locaux des programmes universitaires de droit et de tourisme de l'Université nationale de San Antonio Abad del Cusco. Les portes de ces locaux universitaires donnent sur la Place d'armes où a été écartelé Túpac Amaru. Au même endroit avait eu lieu, dans le cadre de ces journées, un séminaire sur le sujet avec la participation de professeurs d'université et d'intellectuels.

Ont participé à la rencontre: la Fédération aymara Túpac Katari (Pérou), trois fédérations départementales (quechuas), cinq fédérations provinciales (quechuas), dix fédérations de district (quechuas et aymaras), trente communautés quechuas et aymaras, ainsi que des représentants de trois groupes des minorités nationales de la forêt amazonienne (Shipibos, Amueshas et Aguarunas). Ont également participé des délégués de la Confédération syndicale unique des paysans de Bolivie, du Mouvement indien Túpaj Katari de Bolivie, du Comité de coordination des organisations populaires (COCOP), de FEDESEP et de la Confédération intersectorielle des travailleurs de l'Etat (CITE). Il y avait en tout 81 délégués de plein droit, 35 délégués fraternels et 34 délégués observateurs.

La première journée a été consacrée à l'inscription des délégués et à l'installation des participants à la rencontre. La deuxième, aux rapports et débats sur la façon d'aborder le problème des nationalités et des minorités nationales. La troisième, aux motions et à la cérémonie

de clôture. Tout s'est passé en assemblées générales ouvertes avec les délégués et en présence d'un nombreux public intéressé par le problème.

La rencontre a commencé, dans l'après-midi du premier jour, avec un long rapport de la commission d'organisation. Celle-ci était composée de membres de la Fédération aymara Túpac Katari, des Fédérations des communautés paysannes d'Huancavelica, de la Fédération agraire révolutionnaire Túpac Amaru de Cusco, des Fédérations provinciales de Lampa, d'Azángaro et de Grau, ainsi que du poète Luis Nieto et de Mme María Loaiza, veuve d'Emiliano Huamantica, dirigeant syndical de Cusco. Au cours de cette première réunion le règlement de la rencontre a été adopté; le bureau directeur a été élu, treize membres, dont le président était Carlos Hanco, secrétaire général de la Fédération départementale des paysans de Cusco - FDCC (quechua). Le slogan a été choisi: "Pour la défense de nos terres, pour la défense de nos langues et de nos cultures, contre le centralisme grand bourgeois, dans la lutte pour un gouvernement populaire révolutionnaire". La consigne suivante a été retenue: "Pour l'unité révolutionnaire des quechuas, des aymaras, des communautés indiennes de la forêt et du peuple péruvien contre la dictature militaire et ses alliés réactionnaires (APRA, PPC, AP)". Il a enfin été procédé à la désignation d'une présidence d'honneur dans la personne de Túpac Amaru II, Túpac Katari, Juan Santos Atahualpa, José Carlos Mariátegui, Emiliano Huamantica, Lino Quintanilla et autres combattants sociaux ou dirigeants syndicaux.

Les assemblées se sont déroulées sous un grand drapeau péruvien et une banderole portant les effigies de Túpac Amaru (quechua), Túpac Katari (rebelle aymara contemporain de Túpac Amaru) et Juan Carlos Atahualpa (quechua qui a cependant pris la tête des indiens de la forêt pour la seule rébellion non vaincue par l'ordre colonial).

La matinée du deuxième jour a été consacrée aux rapports des délégations; ils n'ont pas été différents de ceux établis par les organisations paysannes. En effet la majorité des membres des nations quechua et aymara ainsi que des groupes de la forêt sont des paysans. Tous les rapports font état d'une mobilisation en faveur de la terre.

L'après-midi, le débat s'est ouvert sur la façon d'aborder le problème des nationalités et des minorités nationales, et sur les alternatives possibles. Le débat et l'adoption des conclusions ont occupé tout le reste du temps de la rencontre. Quatre motions ont été présentées pour discussion. Les deux premières, sur "la situation nationale et la situation des minorités nationales" et "Plate-forme de lutte", ont été présentées par le comité organisateur de la rencontre, lequel exprimait les positions de la majorité de la FDCC, et par un délégué du comité de réorganisation de la Fédération départementale des paysans de Piura. La troisième motion, sur "Programme des nationalités et minorités nationales", a été présentée par le président du bureau directeur, Carlos Hanco. La quatrième motion était une critique du document de convocation, présentée par la Fédération départementale des paysans de Puno.

Comme nous l'avons dit, les propositions sur le problème ne sont pas claires. C'est pourquoi un débat enrichissant a eu lieu, pour parvenir à un accord de la majorité. Le débat a porté sur quatre points.

1. Quel est l'aspect central du combat? On a noté une grande confusion de la part des délégués de plein droit, lesquels ont, dans leur majorité, insisté sur l'aspect culturel de la question et sur la revendication linguistique. Le débat a cependant permis de parvenir à un accord sur le point suivant: si le problème économique n'est pas résolu, si les quechuas, aymaras et groupes de la forêt n'arrivent pas à défendre et à augmenter leurs ressources économiques, il leur sera impossible de développer leur culture, leur langue et leurs institutions.

2. Quel lien y-a-t-il entre le problème des nationalités et celui du peuple en général? Sur ce point également la confusion a régné. D'un côté, certains, comme tel membre de la délégation de la Fédération indienne Túpaj Katari de Bolivie, semblaient donner tellement d'importance au problème racial, culturel et régional, qu'ils mettaient dans le même sac tous les non indiens et couraient le risque de prendre pour des ennemis les exploités blancs, les ouvriers noirs et les métis en haillons. D'un autre côté, il y avait ceux qui oubliaient que le problème de ces peuples n'est pas seulement celui de l'exploitation par les blancs, et qui couraient le risque de sous-estimer, à la manière des exploités, les problèmes économiques, culturels et administratifs des peuples indiens.

Le débat a permis, d'une part, de préciser qu'il fallait sauvegarder les droits de ces peuples et, d'autre part, de rappeler que l'opresseur n'est pas tel parce que blanc mais parce que capitaliste. Cela veut dire qu'il y a aussi des indiens capitalistes et exploités, lesquels sont encore plus féroces car ils savent comment on peut mieux exploiter. Au cours du débat, il a été admis qu'il y avait encore beaucoup de problèmes à régler avant de formuler un "programme des nationalités"; c'est la raison pour laquelle ce document n'a pas été voté mais est resté comme matière à réflexion pour la base au cours de l'année à venir. Il a été clairement souligné que le combat des nationalités et minorités nationales s'insérait dans le combat du peuple péruvien dans son ensemble en vue d'un gouvernement ouvrier et paysan comme fruit de la libération nationale. Comment penser, en effet, à nous libérer seuls si le Pérou dans son ensemble est sous l'oppression?

3. Quel est exactement le problème des nationalités? Au début il semblait que c'était uniquement un problème d'idées, ou d'individus, ou de peuples vivant quelque part dans une condition quelconque. Le débat a permis d'arriver à un accord sur le fait que le problème de ces peuples est celui des communautés. C'est dans les communautés qu'ils vivent et c'est par elles qu'ils se sont organisés pour résister à toutes les invasions et agressions. Un accord s'est fait pour dire que la communauté serait la cellule de l'Etat socialiste à la campagne, et que c'est en défendant la communauté qu'on défend la nationalité.

4. Comment envisager le combat pour l'autonomie régionale? Un grand débat s'est ouvert sur la question et on a noté une confusion de deux types. Les uns prétendaient qu'autonomie régionale signifiait gouvernement de la région par ses habitants; s'il y avait une majorité nationale, c'est donc elle qui devrait gouverner. Mais ce point de vue oublie qu'il y a aussi des indiens exploités avec une mentalité capitaliste. D'autres, par contre, disaient qu'il ne fallait pas se battre pour l'autono-

mie régionale car il ne s'agissait là que d'une lutte électorale. Au cours du débat, il est apparu que ce combat serait long, qu'il n'aboutirait pas aujourd'hui, et qu'il était en même temps un combat pour orienter le développement au bénéfice des masses populaires; mais qu'il ne fallait pas l'abandonner sous prétexte qu'il était long et l'issue lointaine; il importait au contraire de lutter dès aujourd'hui en faveur du développement régional et contre le centralisme de Lima qui dévore toute la richesse du pays.

Un point important non abordé a été celui de l'existence de régions pauvres et de régions riches et le fait que l'autonomie régionale pouvait être motif, par exemple, à ce que ceux d'Arequipa ferment leurs frontières pour promouvoir seulement leur propre développement, et à ce que ceux de Puno fassent front à eux seuls aux sécheresses. Il a cependant été clair que l'autonomie régionale n'est pas synonyme de division du Pérou, mais bien d'intégration nationale, quoique différente de l'actuelle.

Comme nous le disions au début, ce n'est là que le commencement d'un débat. Il y a encore beaucoup de vides à remplir avant de parvenir à une proposition pratique à l'échelon national sur le problème des nationalités.

## 2- Témoignage d'un participant quechua

Je suis le sous-secrétaire général du syndicat des mineurs de Cerro Verde. Je suis quechua, originaire du département d'Apurímac, province de Grau, district de Vilcabamba, communauté de Curasco. Je parle le quechua et mon témoignage est sur la vie que j'ai menée en ville, et sur toutes les difficultés que j'ai connues à propos de nos revendications comme quechuas.

La raison principale qui fait que nous, paysans, on va en ville, c'est essentiellement parce qu'on est dépossédé de nos terres. Concrètement dans mon cas, j'ai quitté ma communauté parce que les propriétaires terriens ont pris les terres de ma famille. Je suis orphelin de père et jusqu'à l'âge de huit ans j'ai été sous la tutelle de mes grands-parents.

La première fois que j'ai été dans une ville, c'était à Arequipa, vers les neuf ans, parce que je voulais étudier dans une école. Mais ça s'est pas fait parce que mes grands-parents sont morts peu de temps après mon arrivée en ville. A partir de ce moment là j'ai dû me mettre à gagner ma vie par moi-même et faire mon éducation scolaire. C'est là que la vie a été un problème pour moi. Je voulais étudier, mais je pouvais pas; je voulais travailler, mais je pouvais pas non plus. J'ai eu des difficultés dans la vie à cause de la langue que je parle. A force de batailler, j'ai toujours réussi à rentrer à l'école. Mais mes problèmes empiraient, à cause de mes origines. On me traitait de "cholo" (1) parce que je parlais que quechua; on me traitait de sauvage parce que j'arrivais pas à parler espagnol.

(1) littéralement: indien civilisé. Terme péjoratif, équivalent de notre "péquenaud" à propos du paysan (NdT).

Pour tout le monde, j'étais un sauvage, comme d'ailleurs tous les gens de la montagne, aussi bien quechuas qu'aymaras. Quand on va à la ville dès le plus jeune âge, on peut pas faire autre chose que le domestique. C'est comme ça que j'ai été dans une maison comme domestique, et j'ai reçu des vexations. J'ai été victime de l'oppression. J'étais travailleur avec un lit dans la maison. Je faisais des tas de choses sur commande depuis cinq heures du matin jusqu'à six heures du soir, heure à laquelle je me sauvais pour aller à l'école du soir. Mais en revenant de l'école je devais finir un certain nombre de choses, très souvent jusqu'à onze heures du soir ou minuit.

Pendant ce temps-là en ville, j'ai jamais mis de souliers, j'allais en guenilles. Plus tard, comme je supportais plus la vie de domestique, je me suis sauvé à la campagne. J'ai vécu dans une écurie dans les environs d'Arequipa où j'ai encore travaillé comme domestique. Là au moins, c'est sûr, j'ai pas eu faim. Mais à cause de ma race j'ai été mis à l'écart par le propriétaire terrien qui était mon patron. Quand j'ai dit que je voulais aller à l'école, il m'a répondu que j'étais un "cholo", un indien, et que la seule chose que je pouvais faire, c'était de garder les vaches, de les traire et de servir de domestique.

Comme j'en avais marre, je suis reparti en ville. Je me suis placé comme domestique chez un cordonnier. Mais là c'était différent: je me levais tôt le matin pour faire le café, pour aller au pain; après je m'occupais de donner à manger au chien et aux poules; je préparais le repas de midi, puis je faisais la vaisselle; je lavais le linge et je le repassais, et tout. Un enfant domestique ça fait toutes les choses que doit faire une femme domestique. Mais là on me laissait aller librement à l'école. Mais même là, quand je revenais des cours du soir, j'avais encore des choses à faire.

Plus tard, quand je suis devenu grand, j'ai voulu devenir ouvrier. Comme je connaissais aucun métier, j'ai pas pu. C'est alors que j'ai entré dans un atelier de soudure comme apprenti, sans droit à un salaire, seulement à la nourriture. Dans l'atelier, j'ai appris la soudure, ce qui m'a permis d'entrer en usine.

Ici, il y a une chose très importante. Malgré tant d'oppression, tant d'humiliations, comment qu'on peut garder sa culture, ses coutumes, sa langue? Concrètement, camarades, c'est parce que notre culture on peut pas la raser, même avec la plus grande oppression qui soit. Dans certains moments de ma vie, je m'ai vu détruit dans mon origine, dans ma langue. C'est alors que j'ai vu des gens qui avaient la même origine que moi mais qui n'étaient pas détruits, malgré qu'ils soient pas bien avancés en études, et qui me donnaient des conseils sur comment être en ville. En plus de ça, j'ai toujours gardé des contacts avec les membres de ma famille, dans la communauté, avec qui obligatoirement je parle la langue. C'est comme ça que je suis en lien direct avec les coutumes. Pendant tout le temps que j'ai été en ville comme domestique, comme soudeur, comme maçon, comme ouvrier d'une usine d'appareils électriques, j'ai pas cessé d'être ce que je suis. La ville peut pas nous enlever tout ce qu'on a de péruvien.

Mais j'ai vu dans les usines où on est une seule classe qui est le prolétariat, j'ai vu qu'il y a de la discrimination par tous ceux qui viennent de la côte et qui parlent bien espagnol. Ils nous discriminent. Quand on a une responsabilité dans la direction, ils disent: pourquoi que ce "cholo" occupe ce poste? Est-ce que par hasard, parce qu'on est des "cholos", on n'aurait pas, nous, la capacité idéologique d'occuper un poste comme un blanc?

Plus tard j'ai été ouvrier à Cerro Verde, dans la compagnie minière du Pérou. C'est comme ça qu'on va d'une entreprise à l'autre, avec bien des choses qui se passent. On nous garde le temps qu'on veut, pour un motif ou pour un autre, mais c'est chaque fois qu'on commence à parler des droits des ouvriers. C'est vrai ou c'est pas vrai, camarades? Pour avoir de l'embauche, il faut faire la queue pendant des jours, comme un mendiant qui fait la manche pour avoir un emploi.

Une autre chose que j'ai eu l'occasion de constater, c'est quand j'ai été suivre le cours élémentaire dans un collège du soir. Là aussi il y a de la discrimination raciale, avec la bagarre entre ceux de la côte, ceux du Nord et nous les quechuas et les aymaras. Heureusement, aujourd'hui, il y a cette rencontre des nationalités où on doit poser les fondations pour que nos nationalités aillent de l'avant. Car nous aussi, les quechuas, les aymaras et les minorités de la forêt, on a un cerveau et on est capables de penser, capables d'être des dirigeants. Mais il faut dire une chose: c'est seulement en faisant un effort, en luttant, qu'on fera respecter nos revendications, nos droits...

Je vous remercie, camarades!

-----

(Traduction DIAL)

-----

Abonnement annuel: France 185 F - Etranger 215 F par voie normale  
(par avion, tarif sur demande selon pays)

Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie CCFD

Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441